

# Editorial

Depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, voici bientôt un an, d'aucuns observent les faits et gestes du nouveau président en direction de l'Allemagne, comme si la relation franco-allemande, à défaut de rouler sur de nouveaux rails, était menacée de dérailler. L'annulation du sommet prévu le 3 mars en Bavière et repoussé au mois de juin a fait l'objet d'interprétations diverses, Paris et Berlin ont bien vite réagi. Le président français a accepté d'inaugurer le 3 mars avec la chancelière le salon de l'informatique à Hanovre. Pas de sommet, juste une rencontre pour faire le point avec quelques phrases destinées à rassurer les sceptiques et montrer que tout va bien. Cela ne signifie pas que les pendules de la coopération bilatérale doivent désormais s'arrêter. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le ministre-président de Rhénanie du Nord/Westphalie Jürgen Rüttgers veut agir en lançant avec le parrainage du premier ministre François Fillon une année française, à laquelle s'associent *Documents* et *Dokumente*, pour bien montrer combien la France reste un sujet de motivation dans la société civile allemande, mais aussi pour faire connaître aux Français une région qu'ils appellent sans autre précision « Bassin de la Ruhr ».

Plus que jamais, Français et Allemands ont besoin de se comparer pour se comprendre. Au-delà des différences, ce sont parfois les similitudes inattendues qui surprennent. Dans les deux pays par exemple, gauche et droite revendiquent les mots-clés *Centre* et *Mitte* pour gagner les faveurs de l'électorat et mener à bien ce que tout le monde prétend revendiquer : les réformes. Toutes les formations politiques réclament des réformes, personne ne conteste qu'elles soient indispensables et inévitables pour confier aux générations

futures une société juste. Les idées ne manquent pas, leur concrétisation fait malgré tout l'objet de contestations qui freinent ce processus de réformes. Il y a quarante ans, en 1968, la planète était en effervescence, du Vietnam à la place Venceslas au cœur de Prague, de la Sorbonne aux amphithéâtres de Berlin et de Francfort, le monde ne parlait pas de réformes, mais de révoltes, voire de révolutions. En France comme en Allemagne, on voulait changer *de* société, aujourd'hui on veut tout au plus changer *la* société. En 1968 les jeunes cherchaient de nouvelles valeurs pour marquer leur différence avec la génération de leurs parents, ils clamaient dans les rues qu'il était interdit d'interdire. En 2008, avec l'expérience de quatre décennies et sous l'influence d'une mondialisation des comportements, on veut sauvegarder des valeurs fondamentales, on n'hésite pas à interdire ce qui était présenté en 1968 comme des symboles de liberté et on met un frein à l'appétit vorace du capitalisme sans pour autant réclamer un changement d'idéologie – on prône l'interdiction de fumer en public, on lutte contre la pollution de son environnement, on dénonce la corruption et le gaspillage.

Que reste-t-il de 1968 ? La question, souvent posée ces dernières semaines, ne supporte pas de réponses absolues. Une société se doit d'être en perpétuelle évolution, 1968 a changé les mentalités, les habitudes, les rapports familiaux, le monde du travail. La guerre froide n'est plus, le terrorisme a changé de masque, l'Europe s'élargit, les frontières tombent, les différences de société, du moins entre la France et l'Allemagne, s'estompent.

Les soixante-huitards sont aujourd'hui au pouvoir. En ouvrant le dossier de la « génération 68 » *Documents* et *Dokumente* ne prétendent pas faire le bilan, mais seulement analyser ce qui peut être, ou pas, considéré aujourd'hui comme l'héritage de 1968, tout comme cela a déjà été fait en 1978, en 1988 et en 1998. Avec à chaque fois des réponses différentes.

Gérard Foussier